Pratiques médiévales de l'écrit documentaire

Laurent Morelle

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/3285>

DOI : 10.4000/ashp.3285

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2019

Pagination : 247-256

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Laurent Morelle, « Pratiques médiévales de l'écrit documentaire », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 150 | 2019, mis en ligne le 11 juin 2019, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/3285> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.3285>

PRATIQUES MÉDIÉVALES DE L'ÉCRIT DOCUMENTAIRE

Directeur d'études : M. Laurent MORELLE

Programme de l'année 2017-2018 : I. *L'acte privé carolingien (espace français) : approches de la documentation originale* (suite). — II. *Travaux récents et recherches en cours*. — III. *Atelier de diplomatique : dossiers apportés par les participants, mises au point sur des questions de diplomatique*.

I. et II. — Les séances ont porté cette année encore sur les « actes privés » du ix^e siècle conservés en France en leur état d'original. Ce thème, comme on l'a dit l'année dernière, a été choisi en étroite relation avec un projet éditorial mené par le directeur d'études avec deux collègues, Sébastien Barret (IRHT) et Marc Smith (ENC / EPHE), celui de la publication de ces actes (édition critique, commentaire et facsimilé) dans la série « ix^e siècle » des *Chartae latinae antiquiores*.

Poursuivant le mode d'approche de l'année 2016-2017 (voir le rapport précédent), on a examiné une série de parchemins choisis certes arbitrairement, mais porteurs d'une belle densité informative, représentatifs de la variété des espèces diplomatiques (ventes, précaires, donations, actes abbatiaux) tout en ouvrant à de fructueuses comparaisons. Les actes ont été replacés dans leur contexte archivistique et historique. Les transcriptions disponibles, notamment celles de la base dite de l'Artem¹, ont été vérifiées et souvent amendées. Associés à d'autres pièces convoquées de façon accessoire, les documents étudiés ont permis de nourrir des discussions sur diverses pratiques diplomatiques et graphiques telles que le formulaire de la vente, l'association de la charte et de la notice de tradition, les différentes étapes de l'accomplissement de l'acte écrit visibles sur le parchemin, ou bien l'autographie ou l'allographie des *signa*.

Les actes suivants ont été lus et commentés en détail :

Artem 2030 (859, 13 janvier, Marœuil-en-Artois), Paris, Arch. nat., K 10 n° 6/2. — Acte par lequel la comtesse Warinburgis, veuve du comte Hardouin, et son fils Eudes donnent au monastère des Fossés la *villa* de Bouillancourt-en-Séry sur la Bresle, pour l'aumône du comte Harduin leur *senior* et le repos de son âme. Le contexte historique de cet acte a été examiné précisément, sur la base notamment d'une étude classique de Léon Levillain². On a reconnu les formules franques dont la rumination directe ou indirecte a pu inspirer le rédacteur (Marculf II, 4; Merkel 1). Cet acte avait jadis été incriminé par Régine Le Jan qui le soupçonnait d'avoir été interpolé en raison de la titulature de Warimburgis, *Dei gratia comitissa*, titre comtal et formule de dévotion jugées anachroniques d'un demi-siècle³. La titulature conjointe de la comtesse

1. Base des *Chartes originales antérieures à 1121 conservées en France* [En ligne : <http://www.cn-telma.fr/originaux/>, confectionnée naguère par l'Atelier de recherches sur les textes médiévaux (université de Lorraine, Nancy), dont J.-B. Renault assure actuellement la « maintenance » scientifique.
2. L. Levillain, « Essai sur le comte Eudes, fils de Harduin et de Guérinbourg, 845-871 », *Le Moyen Âge*, t. 47, 1937, p. 153-188, aux p. 163 et suiv.
3. R. Le Jan, *Famille et parenté dans le monde franc*, Paris, 1995, p. 358, n. 201.

et de son fils était à ses yeux « d'autant plus suspect[e] qu'ils déclarent intervenir sur l'ordre du comte Harduin, époux de Warimburge et que ce dernier appose son *signum* et déclare consentir [...] avec deux autres personnages » ; l'historienne observait aussi que « la formule *consentiente* est rare au ix^e siècle » ; enfin serait suspect le fait que « l'épouse qualifie son mari de *senior meus*, ce qui se fait couramment au x^e siècle, mais non au milieu du ix^e siècle ». Après examen, ces griefs se sont avérés sans réel fondement⁴ : 1) L'examen du parchemin ne permet pas de détecter de remaniement à cet endroit du texte ; — 2) Le personnage *Harduinus* qui « consent » n'est pas qualifié de comte et rien ne dit que ce personnage soit le comte Harduin ; au contraire, l'absence du terme *comes* (ou *comus* dans la latinité du texte) accompagnant ce nom, alors qu'un tel qualificatif est utilisé dans les souscriptions, signale plutôt qu'il s'agit d'un personnage homonyme ; — 3) À propos de *senior meus*, on doit noter que la formulation de l'acte n'est pas tout à fait celle qui est incriminée, puisque le terme *senior* qualifie Harduin vis-à-vis certes de Warimburgis, mais conjointement avec son fils Eudes : le texte dit *senior noster* (*ego Vuarimburgis, gratia Dei comitissa, et filius meus Odo comes ... pro ejusdem seniore nostro Harduino comite elimosinam ... secundum votum adque preceptum Harduini comiti ac senioris nostri*) ; en somme, le terme est peut-être insolite justement parce que la formulation de l'acte imposait qu'on en trouvât un qui convînt aussi bien à l'épouse qu'au fils d'Harduin : *senior* fit l'affaire ; — 4) Le terme *consentiente* apparaît, précisément dans la même situation diplomatique (souscription), dans l'acte original de 848 pour Saint-Denis étudié l'an dernier (Artem 2998, Arch. nat., K 11 n° 6/1).

Artem 352 (875, 10 août, Cambrai, *in causas Sancti Gaugerici*), Lille, Arch. dép. Nord, 4 G 106, n° 1450, Musée 25. — Acte par lequel Henri donne au « vénérable » Warmundus, son fils, une *pagina* de terre et de forêt sise dans la *villa* de Fesmy au *pagus* de Cambrai. Cet acte, provenant des fonds du chapitre cathédral de Cambrai – mais la provenance n'est pas l'origine archivistique –, constitue le seul acte privé original du ix^e siècle conservé dans les archives des départements des Hauts-de-France. Des améliorations sensibles ont été apportées aux éditions disponibles⁵. Le commentaire a rappelé, après Georges Declercq⁶, comment le rédacteur a utilisé une formule (*Formulae salicae Lindenbrogianae* [FSL], n° 6) destinée à une donation entre particuliers ; ici, le donataire Warmundus est un particulier... particulier, puisque paré de l'épithète *venerabilis*, un qualificatif réservé aux dignitaires ecclésiastiques : serait-il l'abbé de Saint-Géry comme peut le suggérer le fait que l'acte a été passé *in causas* (« dans les locaux » ?) de cette basilique bien attestée à l'époque carolingienne ? La

4. Une première étude critique de cet acte avait été conduite en conférence durant l'année 2001-2002 : cf. le résumé donné dans le *Livret-annuaire*, t. 17, 2001-2002, p. 202 [en ligne : https://www.persee.fr/doc/ephe_0000-0001_2001_num_17_1_11031].

5. A. J. G. Le Glay, *Glossaire topographique de l'ancien Cambrésis suivi d'un recueil de chartes et de diplômes pour servir à la topographie et à l'histoire de cette province*, Cambrai, 1849, p. xvi-xvii, n. 1. ; M. Rouche, « Un acte privé carolingien de l'Église de Cambrésis », dans *Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes rendus des séances*, 1980, p. 360-372, à la p. 360.

6. G. Declercq, « Les *Formulae Salicae Lindenbrogianae* et l'acte privé dans le Nord-Ouest du royaume franc à l'époque carolingienne », dans *Die Privaturkunden der Karolingerzeit*, éd. P. Erhart, K. Heidecker, B. Zeller, Dietikon, Zurich, 2009, p. 135-144, aux p. 139 et 144.

lecture de ce document a été prolongée d'une mise au point, illustrée d'exemples tirés du corpus de l'abbaye de Sithiu (Saint-Bertin), sur la diffusion des *FSL* et sur l'interaction des actes de la pratique et des formulaires.

On a observé que les deux actes Artem 2030 (voir ci-dessus) et 352, confectionnés dans la même aire géographique de Francie, présentent la même façon d'introduire la validation des « simples » témoins : leurs noms, au nominatif ou au datif, sont précédés d'une simple croix de Saint-André, marque peut-être de l'attouchement du parchemin, alors que les noms des auteurs de l'acte et de ceux qui apportent leur consentement à l'acte juridique sont introduits par le mot *Signum*. De telles croix de Saint-André sont aussi attestées sur les copies en partie figurées de plusieurs actes issus de l'abbaye de Saint-Bertin à Saint-Omer.

Artem 3256 (848, av. le 1^{er} mars), Angers, Arch. dép. Maine-et-loire, G 689, n° 73. — Acte par lequel l'abbé-[comte] Thibaud affecte aux frères (chanoines) du monastère canonial Saint-Jean d'Angers auquel il préside la *villa* de Soeudres jusque là réservée à sa mense. Cet acte abbatial – les originaux n'en sont pas légion au IX^e siècle – est endommagé par endroits ; des lettres voire des mots ont souffert aux pliures, voire disparu en leurs intersections. Pour pallier les manques, on peut certes s'appuyer sur une copie du XVII^e siècle associée à l'original, mais l'érudit a manifestement peiné et son texte doit être soupesé. Une édition soignée de l'acte, par Guy Jarousseau, existe depuis peu⁷, satisfaisante assurément, mais qui fait peut-être trop confiance à cette copie. Aux lignes 6-7, par exemple, l'abbé Thibaud signale que les religieux l'ont informé qu'à cause des troubles du royaume et de l'incurie des abbés ses prédécesseurs, ils avaient été privés de domaines (*villae*) qui leur avaient été affectés d'ancienneté. Vient alors pour l'abbé Thibaud le moment de prendre en considération la plainte des religieux (l. 7-8) : *Haec vero ratio [...de 7 à 9 lettres...] obis extitit adsensum prebentes c[onc]essimus immo [et] serenissimi [re]gis [...] Karoli obtutibus predictorum fratrum deprecationem necnon et nostram voluntatem visi fuimus intulisse*. La copie du XVII^e siècle donne *Haec vero ratio [non n]obis extitit* pour le premier blanc, une restitution bien peu convaincante. Ne faudrait-il pas envisager un *grata* au lieu de *non*, comme nous y invite un diplôme de Charles le Gros de 887 (Artem 143) : *cujus humili petitioni, quia grata nobis extitit, assensum praebentes*? En somme, le comte Thibaud a accepté l'argument de la communauté de ses chanoines et a défendu leur point de vue auprès du roi Charles le Chauve qui a délivré un diplôme conservé en copie (Tessier, *Recueil des actes du roi Charles II le Chauve...*, n° 105).

Par ailleurs, le commentaire de l'acte donné par l'éditeur repose sur une traduction partielle qui n'est pas toujours satisfaisante. Ainsi quand l'abbé Thibaud notifie qu'il a donné la *villa* de Soeudres aux religieux, l'acte ajoute cette précision :

ea dumtaxat ratione ut quicquid in eadem villa laborare vel ex ips[a] exigere potuerint in suos diversissimos usus, manducandi, bibendi, vestiendi, offici[n]a illorum propria infra claustrum construendi atque recuperandi omnimod[at]im habeant indultum.

7. G. Jarousseau, *Églises, évêques et prince à Angers du V^e au début du XI^e siècle*, Limoges, 2015, Annexe 5, p. 441-444 (Annexe 5, édition), p. 230-235 (commentaire et traduction partielle).

Le passage est traduit ainsi par Guy Jarousseau :

pas au-delà cependant de toute cette part (*ratio*) qu'ils pourront exploiter dans le même domaine et en exiger pour leurs usages très divers, manger, boire, se vêtir, qu'ils aient la permission de construire et récupérer leurs propres dépendances dans le cloître, de quelques manières que ce soit.

La locution commune *ea ... ratione ut* ne semble pas avoir été reconnue. On a proposé une traduction plus obvie et conforme à la construction grammaticale :

en précisant bien que tout ce qu'ils pourront exploiter dans ce domaine et en retirer pour leurs usages les plus divers – manger, boire, se vêtir, construire et recouvrer leurs ateliers à l'intérieur de l'encloître –, que cela leur soit accordé de toutes les manières.

On ne saurait donc tirer argument de ce passage pour soutenir que ce n'est qu'une part (*ratio*) de la *villa* de Soeudres qui a été restituée (p. 231). Il semble au contraire que c'est l'ensemble de la *villa* dévolue jusqu'alors à l'abbé qui a été affecté à l'entretien des frères, conformément d'ailleurs à la demande des religieux présentée à leur abbé-comte (voir les lignes 6-7, déjà évoquées ci-dessus, et les l. 10-11 de l'original).

Vient ensuite ce passage :

Et sancimus atque decretum esse volumus ut nec mi[c]hi nec alteri abbati pro prefixa villa quiddam honoris neque remuneraminis ullus fratrum inibi commorantium largiatur, excepto quod abbas ipsius monasterii geminam, sicuti et ipsi accipiunt, accipiat et praebendam...

La traduction publiée est la suivante :

Et nous rendons irrévocable et nous voulons que soit décrété que ni à moi ni à un autre abbé, à la place du susdit domaine, ne soit donné par largesse quelque chose de l'*honor* ni rien de la rémunération des frères demeurant en cet endroit, excepté ce que l'abbé du même monastère reçoit en prébende équivalente à ce qu'eux-mêmes reçoivent...

Ici, le génitif *fratrum* semble avoir été compris comme le complément de *remuneraminis*, alors qu'il s'agit du complément de *ullus* (qu'on lit sans ambiguïté sur l'original; il n'y a pas *ullius*) Le texte, très incisif, interdit à tout frère résidant « en cet endroit » (à comprendre vraisemblablement « au monastère Saint-Jean » plutôt que dans la *villa* de Soeudres) de faire largesse à l'abbé (entendons peut-être de répondre à ses pressions) en lui cédant quoi que ce soit de son propre *honor* ou de sa rémunération. Quant à *geminam praebendam*, ne pourrait-on comprendre qu'il s'agit d'une prébende double (*geminam*) de celle que reçoivent les moines, plutôt que d'une prébende équivalente à celle-ci? Plusieurs décrets conciliaires carolingiens, à partir de 816, répètent volontiers que les abbés et abbesses doivent à leurs ouailles une *geminam pastionem* (« double nourriture »), à la fois *carnalem et spiritualement, cibi et verbi* (« de mets et de parole »)⁸. Voilà qui pourrait justifier en retour et par analogie une double rétribution offerte à l'abbé. L'incise *sicuti et ipsi accipiunt* viendrait alors

8. Cf. *Concilium Aquisgranense a. 816*, éd. A. Werminghoff, MGH, *Concilia aevi karolini*, I, c. cxxiii, p. 403-404; *Institutio sanctimonialium Aquisgranensis*, *ibid.*, p. 448; *Concilium Aquisgranense a. 836*, *ibid.*, II, p. 710.

simplement préciser que cette prébende est mesurée à l'aune de celle des moines, considérée comme unité de compte.

Artem 645 (883, septembre), Limoges, Arch. dép. Haute-Vienne, 6 H 8. — Acte par lequel Sicbardus et son épouse Alaitrudis vendent une vigne à un autre couple, Eldebertus et Adaltrudis. Outre des corrections sur le texte transmis par l'Artem, le commentaire de cet acte « entre particuliers » a porté sur les incertitudes touchant la conversion des données chronologiques (mois, 4^e année du roi Carloman), ainsi que sur certaines particularités du formulaire : le début de l'acte par *igitur ego enim*, qu'on repère dans maints formulaires (Merkel 10, *Extravagantes* 22) et d'autres actes du même fonds de Saint-Martial (Artem 647 de 941, Artem 649 de 952); on soupçonne que la formulation du dispositif résulterait d'une sorte de télescopage de deux formulaires d'acte de vente, l'un commençant par *constat nos vobis vendere*, et l'autre introduisant directement le nom des auteurs de l'acte *Ego et uxor vendidimus*. D'autres observations ont été faites à propos de la rédaction de l'acte, notamment une curieuse réitération de la *rogatio* (demande de validation) faite aux témoins : on la lit une première fois après la mention de *stipulatio* (mention qui clôt ordinairement le texte), une seconde fois, plus classiquement, dans une proposition relative chevillée à la souscription de l'auteur de l'acte⁹. Cette redondance se rencontre dans un nombre appréciable d'actes poitevins de donation ou de vente du ix^e siècle (Nouaillé, Saint-Hilaire de Poitiers); comme d'autres menus détails rédactionnels ou graphiques, une cartographie de cette particularité ne serait pas inutile.

Artem 4625 (847 ou 848, mars), Montauban, Arch. dép. Tarn-et-Garonne, G 570. — Acte par lequel Austorgue donne à Wittard le *castrum* dit *Cerrucium*, où se trouve le monastère que Wittard dirige et auquel Austorgue impose le nom de Bonneval. Cet acte d'une rédaction allusive a fait l'objet de plusieurs éditions critiques, études, et commentaires « en passant »¹⁰. Les spécialistes ont notamment disserté sur l'identité du monastère bénéficiaire (dépendance ou refuge des moines de Moissac, Moissac même?) et sur celle du *castrum* donné. La lecture critique faite en conférence a fait état de ces divergences de vue et des arguments développés. Elle a permis par ailleurs

9. ... *set presens vindicio ista omnique tempore firma et stabilis permanead cum stibulacione adnixa. Manus nostras proprias subter firmavimus et bonis omnibus adfirmare rogavimus. Signum SicBART. Signum A[LA]YTRUD, qui anc vindicione ista fieri vel adfirmare r[o]gaverunt.*

10. L. Levillain, « Sur deux documents carolingiens de l'abbaye de Moissac », *Le Moyen Âge*, 2^e s., t. 18, 1913, p. 1-35; J. Dufour, *La bibliothèque et le scriptorium de Moissac*, Genève, Paris, 1972, p. 97, n° 1; É. Magnou-Nortier, *La société laïque et l'Église dans la province ecclésiastique de Narbonne (zone cyspyrénéenne) de la fin du VIII^e à la fin du IX^e siècle*, Toulouse, 1974, p. 101; M.-C. Lefebvre-Becq, *Les plus anciennes chartes du monastère de Moissac. Édition critique*, thèse manuscrite de l'École des chartes, 1974, p. 101-103, n° 6; A. Müssigbrod, « Zu einer angeblichen Klostergründung des IX. Jahrhunderts », *Revue bénédictine*, t. 92, 1982, p. 317-323; R. de La Haye, « Cordes-Tolosanes est-il l'ancien Cerrucium? », *Bulletin de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*, t. 119, 1994, p. 73-83; J.-L. Boudartchouk *et alii*, « La "charte de Nizezius" : encore un faux de l'abbaye clunisienne de Moissac? », *Annales du Midi*, t. 119 (n° 259), 2007, p. 269-308, à la p. 290; R. de La Haye, *Recueil des actes de l'abbaye de Moissac, [680]-1175*, Maastricht, Moissac, 2011, n° 5, p. 22-23 [en ligne : https://www.academia.edu/30597576/Recueil_des_actes_de_l_abbaye_de_Moissac_680_-_1175].

de corriger quelques mélectures, dont l'une assez étonnante¹¹. Cet acte a été confectionné en plusieurs temps ; il comporte plusieurs strates de souscriptions. Par ailleurs, on a noté qu'un bon nombre des croix qui prolongent l'abréviation *sig* (pour *signum*) introduisant les noms des souscripteurs peuvent avoir été tracées en deux temps, une main venant compléter d'une barre verticale le trait horizontal préparé par le scribe en prolongement des lettres *sig*. L'achèvement de la croix serait-il la marque de la validation du témoin ? Toujours est-il que cette observation, parmi d'autres, confirme que le parchemin examiné est bien un original et non une copie ancienne comme cela a été avancé jusqu'à son dernier éditeur.

Artem 3770 (820, 21 septembre), Carcassonne, Arch. dép. Aude, H 23, n° 1. — Acte par lequel le comte Oliba et son épouse Elmetrudis demandent et obtiennent en précaire, pour vingt-cinq ans et contre un cens annuel de vingt sous, la *villa* de Faviès, au territoire de Carcassonne, qu'ils avaient donnée en alleu au monastère de La Grasse.

Artem 3775 (837, 10 mai), Carcassonne, Arch. dép. Aude, H 23, n° 2. — Acte par lequel Richilde (ou Riquilda), veuve du comte Oliba, prend en précaire la *villa* de Faviès, que les moines avaient reçue par écrit du comte Oliba, pour vingt ans et moyennant un cens annuel de quarante sous.

Ces deux actes forment couple, le second reprenant le formulaire du premier, dont il est en quelque sorte le prolongement. Ces actes mettent en évidence les étapes de leur élaboration, et sans doute les conditions matérielles différentes qui ont présidé aux deux moments de leur réalisation : la rédaction des actes mêmes et leur validation. Sur ces deux parchemins, les formes graphiques dites wisigothiques (*a*, *e*, *t*, etc.) sont présentes aussi bien dans l'écriture des scribes que dans celle des souscripteurs (par exemple celle du comte Oliba, dont la souscription est visiblement autographe). Les deux souscriptions féminines, celle d'Elmetrudis en 820, celle de Richilde en 837, ne sont pas autographes, contrairement semble-t-il aux autres souscriptions, notamment celle du comte Oliba en tout point remarquable (gros module, ligne d'écriture oblique par rapport au texte). Comme souvent en Languedoc au ix^e siècle, les noms des souscripteurs sont précédés d'un chrisme personnalisé et suivis des trois *s* longs à valeur de *subscripsi*.

Artem 4927 (848, 12 octobre), Lons-le-Saunier, Arch. dép. Jura, 2 H 1593. — Acte par lequel Ebroidus donne au monastère de Saint-Oyan [auj. Saint-Claude] dirigé par l'abbé Agilmarus, archevêque de Vienne, un courtil situé dans la *villa* de *Cambaus* au *pagus* de Vienne, sous réserve d'en garder l'usufruit viager à titre de prestaire et de recevoir au même titre les biens du monastère en cette localité. L'acte original est desquamé et noirci, rendant sa lecture fort délicate voire impossible, mais une copie en a été faite au xvii^e siècle par le grand érudit franc-comtois Pierre-François

11. Celle-ci affecte le nom du prêtre *Asenarius* qui souscrit en lettres allongées (*Asenarius presbiter presens fuit*) et dont le nom a été lu *Enardus* dans la base de l'Artem, et *Sepparinus* par Robert Latouche, alors archiviste du Tarn-et-Garonne, dans la transcription qu'il communiqua à Léon Levillain pour son étude publiée en 1913. Il faut dire aussi que cette mention a été noircie par l'emploi d'un probable réactif.

Chifflet (Berlin, Staatsbibliothek Preußischer Kulturbesitz, ms. Philipps 1757, t. 2, fol. 8), copie qui a servi de base à l'édition récente de cet acte¹². La confrontation de cette copie avec une photographie « travaillée » de l'original a permis de confirmer la grande qualité du travail de Chifflet, mais aussi d'effacer des anomalies que l'on ne pouvait manquer de noter en lisant sa restitution du protocole final de l'acte. La proposition de lecture qu'on donne ci-dessous (sans doute amendable), suivie de la version de Chifflet, permet de mesurer le gain obtenu. Elle donne du protocole final une image plus exacte, mais finalement plus attendue. Y cohabitent des souscriptions d'allure subjective (et vraisemblablement autographes) et d'autres introduites par le mot *signum* abrégé et prolongé d'une croix ; les souscriptions des témoins *rogati* viennent en tête de ligne. La souscription de l'auteur de l'acte (Ebrolodus), première de la série, termine la dernière ligne du texte de l'acte (l. 12). La dernière ligne (l. 15), celle qui voit la souscription du rédacteur-scribe, est de la même main que le corps de l'acte. Il n'est pas exclu que cette dernière ligne ait été inscrite avant que soient portées l'ensemble des souscriptions, dans un espace ménagé à cet effet.

Lecture de l'original (lettres entre crochets d'après Chifflet) : E[go Ebrol]odus ac donacionem fieri et firmare rog[avi ?] [croix] ||¹³ Boso [roga]tus [subscripsi ?] R[icardus] rog[at]us [subscripsi]. Sig[croix] [...]danerio. Sig[croix] Autgerio. Sig[croix] [War ?] nerio. ||¹⁴ Pe[r...]icus rogatus [ruche]. Sig[croix] [Harma]nno. ||¹⁵ Ego Rotlandus hanc donationem ista rogatus scribsi et [ruche]. [Acta secundo die v[e]neris in mense octimbrio, anno VIII regnante domno nostro Hlothario imperatore.

Copie Chifflet (= édition Kasten-Haubrichs) : Signum Ebrolodus ac donacionem fieri et firmare rogavit. Boso rogatus subscripsi. Ricardus rogatus subscripsi. Harmanno rogatus subscripsi. Autgerio Signum. Warnerio Signum. Perericus rogatus signavi. Ego Rotlandus hanc donationem ista rogatus scribsi et subscripsi. Acta secundo die Veneris in mense Octimbrio, anno VIII regnante domno nostro Hlothario imperatore.

En fin d'année, pour faire suite à une communication préparée pour un colloque sur l'acte privé au x^e siècle (Rome, avril 2018), une séance a été consacrée aux deux actes privés datés de [872-875] (donation de Brunard) et de [954-992] (donation de la comtesse Ève) transcrits sur les espaces laissés vacants sur le manuscrit du polypptyque d'Irminon (BNF, lat. 12832, respect. fol. 59v et fol. 64v) ; ces deux actes présentent un formulaire très semblable. On a commenté cette forme d'incodication, ses implications possibles sur le formulaire même des actes copiés ; on a enfin avancé quelques lectures possibles du monogramme porté en marge du second acte, à l'élucidation duquel les savants semblent s'être prudemment tenus à l'écart jusqu'ici.

Quatre séances ont été consacrées à entendre et reprendre des exposés d'étudiants de master venant d'établissements proches (université Panthéon-Sorbonne [Paris I] et Paris-Sorbonne [Paris IV]. C'est à leur intention spéciale, mais avec le consentement des auditeurs, qu'une mise au point a été faite en cours d'année sur les indications chronologiques présentes dans les chartes médiévales ; à cette occasion, Thomas

12. Brigitte Kasten et Wolfgang Haubrichs, « Unedierte Privaturkunden des Juras-Klosters Saint-Claude », *Archiv für Diplomatik*, t. 58, 2012, p. 15-56, n° 6, p. 50-53.

Lacomme a présenté plusieurs formules de datation « à problème » d'actes originaux du XI^e siècle pour Saint-Remi de Reims, notamment les actes Artem 32, 33 et 34 portant le millésime de 1053.

À la rentrée de janvier 2018, première séance de l'année du cent cinquantième de l'EPHE, on a évoqué l'histoire de la tradition érudite et critique à l'EPHE, à travers quelques figures de médiévistes qui se sont illustrés par des travaux sur les textes diplomatiques (Arthur Giry, Ferdinand Lot, Louis Halphen, René Poupardin).

Lors d'une des dernières séances du séminaire, Laura Viaut est venue de Limoges nous exposer les grands traits de la documentation diplomatique du Périgord médiéval, au cœur de sa recherche doctorale en histoire du droit sur « les mécanismes de gestion des conflits dans l'espace aquitain au haut Moyen Âge (VIII^e-XII^e siècle) ». Son exposé a principalement porté sur la typologie et la transmission des médiateurs de la documentation primaire (cartulaires, inventaires, dossiers judiciaires en rouleau).

III. — L'« atelier diplomatique » est un lieu d'échange et de discussion ; les participants, qu'ils soient « membres résidants » ou de passage, viennent y présenter des actes ou dossiers documentaires faisant débat ou formant le support de questions d'histoire. Les exposés ont traité des matières suivantes :

Lors de la première séance, le directeur d'études a examiné les curieux points de contact, non relevés jusqu'à présent, entre un passage de la *Vie de saint Geoffroy* [VSG] évêque d'Amiens (1104-1115), œuvre écrite vers 1138 par Nicolas moine de Saint-Crépin-le-Grand de Soissons (BHL 3573 ; éd. Albert Poncelet, AASS, Novembre, III, 8 nov., p. 905-944) et un item d'une « pancarte » récapitulative de dons faits au monastère du Mont-Saint-Quentin (document postérieur à 1090, éd. J. Pycke et C. Vleeschouwers, *Episcopalis officii sollicitudo*, I. *Les actes des évêques de Noyon-Tournai, VII^e s.-1146*, Tournai, 2015, n° 81). Il s'agit du don de deux vignes, l'une sise à Cuffies (dioc. Soissons) et l'autre dans un lieu non identifié (*Morellincurtis*, *Morilluncurt*), mais qui pourrait être Morlincourt tout près de Noyon. Selon la VSG, ces deux vignes ont été données par Frodon et Élisabeth, couple vieillissant et stérile depuis une dizaine d'années (il avait déjà deux enfants mâles voués à la milice du siècle) ; la donation a lieu lorsque le couple, qui habite en Soissonnais, donne l'hospitalité à l'abbé du Mont-Saint-Quentin Geoffroy (v. 1059-1099). Élisabeth, la bien nommée, engendre peu après un troisième fils ; l'enfant est baptisé par l'abbé Geoffroy qui lui donne son nom en tant que parrain ; à l'âge de cinq ans, le petit *Godefridus* entre au monastère du Mont-Saint-Quentin. Autre son de cloche dans la pancarte du Mont-Saint-Quentin : à l'en croire, la vigne (*clausum vinee*) de Cuffies a été donnée par un moine nommé Welomerus, et c'est la mère de ce dernier, Élisabeth, qui a donné la vigne de *Morilluncurt*, avec un manse en ce lieu. Les similitudes entre les donations rapportées par la VSG et par la pancarte (localisation et nature des biens donnés, nom de la donatrice mère d'un moine) sont troublantes, trop sans doute pour ne pas conclure que ces deux sources traitent des mêmes donations. On a dès lors mis en lumière les divergences remarquables entre les versions, discuté quelques scénarios explicatifs (dont celui du changement de nom du moine consécutif au parrainage de l'abbé Geoffroy), tiré enfin quelques conclusions sur la construction d'une légende hagiographique.

Thomas Lacomme a présenté un exposé sur l'identification problématique d'un official de Troyes connu par sa seule initiale « P », sur les scénarios élaborés concernant l'histoire de l'officialité de Troyes, et sur la prudence qui doit guider l'historien dans la reconstitution de carrières d'officiaux. Cette étude a fait l'objet d'un article publié durant l'année 2018¹³.

Isabelle Brethauer et Marlène Helias-Baron ont repris et développé une communication intitulée « L'individu face à la gestion d'un patrimoine : la rédaction de "livres de gestion" au XIV^e siècle », présentée lors d'un colloque récent (Namur, octobre 2017). Elles ont exploré deux manuscrits difficiles à classer même s'ils s'apparentent, en leur noyau, à la catégorie des « censiers » : le manuel de Lesparre rédigé à l'initiative d'un chanoine de Bordeaux également archiprêtre de Lesparre, Pey de la Fita († 1376), pour la gestion du patrimoine de son église ; d'autre part le censier de la seigneurie de Gâtines en Anjou, commencé vers 1360 pour Jean de Chemens et passé de main en main au fil des détenteurs de la seigneurie.

Catherine Marchal, prolongeant une étude sous presse¹⁴, a exposé les difficultés chronologiques auxquelles se heurte l'enquête sur la parenté et la descendance du couple Mathieu de Marly et Mathilde de Garlande, fondateurs, à titre posthume pour Mathieu mort en croisade († 1204), du monastère féminin de Porrois (= Port-Royal) sorti de terre entre 2004 et 2008. Cette enquête a jeté une lumière nouvelle sur le réseau des appuis apportés à la fondation.

Nicolas Ruffini-Ronzani a analysé et comparé deux chirographes célèbres donnés par le comte Baudouin VI de Hainaut (= Baudouin IX de Flandre) le 28 juillet 1200, connus sous les noms, l'une de « charte féodale » (*Diplomata belgica* n° 4663) et l'autre de « charte pénale » (*Diplomata belgica* n° 4664). Ces deux actes mettent par écrit des dispositions coutumières en matière de droit de succession et de droit pénal. Notre collègue a abordé plusieurs points : le contexte de la mise par écrit, liée au départ prochain du comte en croisade, l'attribution (improbable) de la rédaction de ces deux actes à Gislebert de Mons, principal conseiller de Baudouin V mais mis sur la touche en 1200, la conservation des exemplaires (puisque'il s'agit de chartes parties), la diffusion des dispositions entérinées (on conserve plusieurs copies et traductions du texte).

Émilien Vaille (étudiant de master, Paris I) a présenté la charte de donation d'Imma (1025-1026) à l'abbaye de Saint-Wandrille (Artem 1892). La discussion qui s'en est suivie a porté sur les particularités des actes privés normands et notamment sur la chronologie des signes de validation (croix) ajoutés sur l'acte dans les décennies suivantes, selon une pratique courante dans la documentation normande du XI^e siècle, sur le parchemin écrit.

Jean-Damien Généro (étudiant de master, université Paris I) a présenté les grands traits (tradition, production, forme) du corpus des actes du duc de Bourbon Charles I^{er} de Bourbon (regn. 1434-1456) et de son épouse Agnès de Bourgogne († 1475), un

13. T. Lacomme, « P. pour Pierre de Bruyères ou Pierre de Clesles ? L'officialité épiscopale de Troyes au XIII^e siècle, par l'identification de l'un de ses officiaux. », *La Vie en Champagne*, n° 94, 2018, p. 11-23.

14. C. Marchal, « L'intégration des monastères féminins dans l'ordre cistercien durant la première moitié du XIII^e siècle : l'exemple de l'abbaye de Porrois (Port-Royal) », *Revue Mabillon*, n. s., t. 29, 2018, p. 131-163.

ensemble réunissant plus de 400 numéros dont il assure le recensement dans le cadre de son mémoire de master. Il a illustré son propos de deux chartes, l'une en français, l'autre en latin, confirmant les droits et franchises de deux villes importantes des fiefs et apanages du prince, Villefranche-sur-Saône (1434) et surtout Riom (1436).